

Aff N°: 000000345499790001

N° chrono: 6

Date: 21/06/22

## PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

### Réalisation Tourne à gauche RD992 Entrée Sud Anglefort ANGLEFORT (01)



#### MAITRE D'OUVRAGE

COMMUNE D ANGLEFORT  
HOTEL DE VILLE  
01350 ANGLEFORT

**Maître d'oeuvre**

GSM  
PLACE DE LA CATHEDRALE  
BP 66  
01302 BELLEY CEDEX  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE SUDEUROPE SAS - BOURG  
GENIN FREDERIC  
515 CHEMIN DU PETIT PLAN  
01250 ST JUST

**PHASE DE REALISATION**

APAVE SUDEUROPE SAS - BOURG  
GENIN FREDERIC  
515 CHEMIN DU PETIT PLAN  
01250 ST JUST

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	21/06/22	PGC établi : En cours de consultation des entreprises	6

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Éviter les risques,
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
<b>Chute de hauteur de plus de 3 m.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ...</li> <li>■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2)</li> <li>■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...</li> </ul>
<b>Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ...</li> <li>■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ...</li> <li>■ sols mouvants, fosses, silos, ...</li> </ul>
<b>Risques électriques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ contact avec des pièces nues sous- tension &gt; à la TBT (50V. alternatif)</li> <li>■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ rappels (alternatif) : HTA &lt; 50 KV - HTB &gt; 50 KV</li> <li>■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension</li> <li>■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués</li> <li>■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ...</li> <li>■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ...</li> <li>■ travaux en façade d'immeuble</li> </ul>
<b>Retrait ou confinement d'amiante friable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation</li> <li>■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier</li> <li>■ travaux de retrait avant démolition</li> <li>■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...</li> </ul>
<b>Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)</li> </ul>
<b>Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage</b> (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ démolition totale ou partielle d'ouvrage</li> <li>■ réhabilitation totale ou partielle</li> </ul>
<b>Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail</li> <li>■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.</li> </ul>
<b>Reprise en sous-œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre</li> <li>■ voir article R.4534-26 du code du travail</li> </ul>
<b>Travaux exposant à des radiations ionisantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ radiographies de soudures, rayons X, etc.</li> </ul>
<b>Risques de noyade</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...</li> </ul>
<b>Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ...</li> <li>■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression &gt; 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)</li> </ul>
<b>Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail</li> </ul>
<b>Usage d'explosifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux publics - démolitions d'immeubles</li> </ul>
<b>Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.</li> </ul>

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>7</b>
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	20
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	25
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>29</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	29
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	32
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	34
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	35
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	37
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	38
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	39
<b>4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>46</b>
4.1. ORGANISATION DES SECOURS	46
<b>5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>48</b>
5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	48
<b>6. ANNEXES</b>	<b>50</b>

6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	50
6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	54
6.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	54
6.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	54
6.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	54

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

Réalisation Tourne à gauche RD992 Entrée Sud Anglefort - ANGLEFORT (01)

**Descriptif de l'opération :**

L'opération comprend les travaux de réalisation du réseau séparatif d'assainissement, la reprise du réseau d'adduction en eau potable, la réalisation du génie civil pour l'enfouissement des réseaux secs et la reprise des voiries.

**Maître de l'ouvrage :**

Commune d'ANGLEFORT

230 Rue de la Mairie 01 350 ANGLEFORT

Il comprend l'ensemble des travaux de réfection complète de la voirie, réseaux et espaces verts.

**Calendrier :**

Date début des travaux : AUTOMNE 2022

Durée totale des travaux : 5 MOIS EN 2 PHASES

**Planning - Phasage de l'opération :**

Les travaux vont se conduire en deux phases :

- Une première phase à l'automne 2022 hors RD permettant de réaliser les terrassements et la construction des couches d'assise de la chaussée ainsi que les réseaux (Téléphonie, Pluvial)

- Une seconde phase au printemps 2022 permettant de reprendre la RD et de finaliser

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 7

Effectif pointe prévisible : 10

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2 Mode de consultation

Marché à procédure adaptée

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

**Déclaration préalable** : non concerné pour l'opération soumise à une mission CSPS de niveau 3

**Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :**

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux
- Déclaration de travaux (DT) faite par le MOE et MOA

**Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:**

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

**Activités d'exploitation maintenues durant le chantier** : lors des travaux, les parcelles privées ou publiques de rives maintiendront leurs activités. Une campagne de sensibilisation et d'information aux tiers et riverains sera à mener par la Commune d'Anglefort les informant des gênes occasionnées en vue d'une concertation entre les Ent et les administrés.

**Présence du public, des usagers** : Les routes concernées par les travaux desservent une zone pavillonnaire de faible densité avec des croisements de chaussées et accès aux parcelles privées, etc...

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

**Inspection commune avec le C.SPS** : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. En cas de sous-traitance, présence obligatoire de l'entreprise principale avec le sous-traitant

**Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS** : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

**Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :**

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)
- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux DT établies par le MOE sous le numéro :

**Présence du public, des usagers** : Les routes concernées par les travaux desservent une zone pavillonnaire à faible densité avec des croisements de chaussées et accès aux parcelles privées, etc...

Les entreprises devront en tenir compte dans l'organisation de leurs travaux en sécurité et demande d'emprise sur domaine public avant travaux et obtention des arrêtés de voiries correspondants

**Entreprises étrangères** : respect des dispositions du code du travail français

**Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal**

**Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:**

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.
- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
113	<p><b>DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
14	<p><b>Personnes autorisées</b></p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
32	<p><b>Identification des entreprises</b></p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
84	<p><b>Port du badge</b></p> <p>Le personnel de chaque entreprise est tenu de détenir leur leur carte BTP et/ou des vêtements floqués au nom de leur entreprise qui l'emploi réellement.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier


137	<b>Utilisation du personnel intérimaire</b> Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.	Tous interv.	Toutes entrep.	Durée chantier
36	<b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b> La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes : <b><u>A la charge du prestataire de service</u></b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier. <b><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u></b> : - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

9	<p><b>Emploi de salariés détachés</b></p> <p><u>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u> L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 : - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation; - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.</p> <p><u>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage :</u> Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre : - une copie de cette déclaration; - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p><b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
90	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, concernant des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseuses de filets, monteuses d'échafaudage, etc.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
140	<p><b>Déclaration de sous-traitants</b></p> <p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

58	<p><b>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</b></p> <p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS. En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ;</li> <li>afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention.</li> </ul> <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
54	<p><b>Riverains</b></p> <p><b>Sur le principe général les zones de travaux seront rendues clos et indépendantes par le chantier, les voiries restituées aux riverains en fin de journée dès que possible .</b></p> <p><b>En fonction des zones de travaux , le chantier présente des risques pour les riverains ou les utilisateurs des sites en activités ou parcelles privatives</b></p> <p><b>Le chantier devra diffuser aux riverains et utilisateurs les consignes en cas de pénétration dans le chantier prévoyant notamment :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rappel des risques de tout chantier;</li> <li>- la nécessité de respecter les zones autorisées et les zones de travaux;</li> <li>- l'interdiction d'accéder aux zones en travaux.</li> </ul>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Maître d'oeuvre TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
10	<p><b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b></p> <p><b>Itinéraire d'accès - Fléchage</b></p> <p>L'itinéraire d'accès de l'opération devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes et créer des incidents de circulations liés par exemple aux gabarits des engins et camions accédant à celui-ci</p> <p>La prise en compte de l'ensemble des obstacles , réseaux aériens , mobiliers urbains en place sur les zones d'accès du chantier et zones de chantier devra être obligatoire pour les Entreprises et fournisseurs avant travaux.</p> <p>Dès que nécessaire , une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier en tenant des obstacles et difficultés d'accès dues par exemple aux voiries de faibles gabarits , aux réseaux aériens dangereux en place ...</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b>			
169	Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>Organisation générale</b>			
	<u>Projet de plan d'installation de chantier</u>			
150	<b>Prévoir de préciser sur un plan d'installation de chantier :</b> Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. L'emplacement des clôtures de chantier ou balisages de zones de travaux Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manoeuvre des véhicules et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. Les zones de stockage par type de matériaux. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires ,etc.). Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution. La position des moyens de secours contre l'incendie.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b>			
158	Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier

53	<b>Caractéristiques générales</b> <b>Pour les zones de travaux à poste fixe, de stockages ou d'accueil des installations générales de chantier</b>  <b>La clôture en périphérie de la base vie de chantier et des zones de stockages permanentes</b> type « Héras », hauteur 2.00m, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie: <ul style="list-style-type: none"> <li>de panneaux "chantier interdit au public"</li> <li>de crochets de liaison. elle sera munie de crochets de liaison. Elle comprendra le ou les portails cadenassés interdisant en permanence l'accès à toute personne étrangère à la base vie chantier.</li> </ul> Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.  Le balisage de chantier et la protection des ouvrages devront être maintenus pendant toute la phase travaux, sans interruption entre l'intervention des entreprises successives.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
138	<b>Fermetures des clôtures</b> Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).  <b>Modification d'implantation de la clôture</b> <u>Signalisation lumineuse</u>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
15	 <b>L'entrepreneur est tenu de mettre en place la signalisation de chantier réglementaire pendant la durée des travaux.</b>  <b>De nuit, des dispositifs lumineux devront assurer la sécurité du chantier et la circulation des usagers dès que nécessaire à finaliser en fonction des éclairages publics desservant les voiries concernées par les travaux ....</b>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
94	<b>Panneau de chantier</b> <b>Mise en place d'un panneau de chantier</b> Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Panneau de chantier sur lequel seront également mentionnés : La dénomination de l'opération Les noms et qualités du maître d'ouvrage Le nom et adresse, qualités du maître d'oeuvre Les noms et sièges sociaux des entreprises	Maître d'ouvrage	A désigner	Avant interv.
33	<b>Entretien des clôtures</b> Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier

## PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES

### Branchements provisoires

**Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.**

Ils seront dimensionnés dès que possible de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.

En fonction des zones de travaux, la mise en place de locaux d'accueil pour des chantiers VRD itinérants sera prévu en remplacement de zone d'accueil fixes ( module base de vie )

#### Electricité

L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Ouvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.

Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.

**En cas d'impossibilité de se raccorder sur des réseaux existants du fait de chantier de VRD hors emprises de réseaux à proximité, la mise en place de groupe électrogène sera prévu.**

#### Distribution d'eau potable

Le réseau d'eau potable alimentera la base vie destinée aux salariés situés dans le cantonnement.

**Dans le cas d'un réseau d'alimentation d'eau non potable, des bouteilles d'eau ou des fontaines à eau, seront mises à la disposition des salariés.**

TERRASSEMEI  
VRD  
SIGNALISATIO

TERRASSEMEI  
VRD  
SIGNALISATIO

Avt arriv. Ent

TERRASSEMEI  
VRD  
SIGNALISATIO

TERRASSEMEI  
VRD  
SIGNALISATIO

Durée chantier

TERRASSEMEI  
VRD  
SIGNALISATIO

TERRASSEMEI  
VRD  
SIGNALISATIO  
Toutes entrep.

Durée chantier




93

7

50

96	<p><u>Réseau E.U</u></p> <p><b>Aucun rejet dans le milieu naturel n'est autorisé sans traitement préalable.</b></p> <p><b>Prévoir un raccordement a l'égout existant pour la mise en place et en service d'un bloc sanitaire provisoire de chantier</b></p> <p>Si, toutefois, pour l'organisation de son chantier l'entrepreneur doit effectuer des rejets dans le milieu naturel il soumettra, avant toute exécution, à l'approbation du service responsable de la police des eaux une note technique dans laquelle il précisera notamment la nature, la concentration et le volume des rejets. Il en transmettra une copie au maître d'oeuvre.</p> <p>Les installations de chantier en général, mais surtout celles relatives à l'entretien des engins et la distribution de carburant devront être protégées contre tous les risques de pollution par des dispositifs qui seront soumis à l'approbation des administrations compétentes.</p> <p><b>Aires de chantier</b></p> <p><u>Stockage, magasins</u></p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
87	<p><b>Pour chaque zone de travaux et avant démarrage de ceux ci , une concertation devra être menée de manière à définir pour chacune d'entre elles , une zone de stockage dédiée et sécurisée</b></p> <p>Réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation des magasins et le stockage des matériels, en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées.</p> <p>Les différentes entreprises préciseront a au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.</p> <p><u>Stationnement engins de chantier</u></p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
49	<p>Prévoir de réaliser une aire pour le stationnement des engins de chantier,</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier

5	<p><b>Voies de circulations dans l'emprise du chantier</b></p> <p><u>ACCES AU CHANTIER</u></p> <p>A chaque accès au chantier, l'entrepreneur doit mettre des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ». Si l'entrepreneur souhaite établir des accès chantier en domaine privé, il cherchera et passera, à ses frais, les conventions nécessaires au passage ou à l'occupation des terrains concernés pour le compte de la collectivité. Il adressera au Maître d'oeuvre les conventions qui en résulteront. Aucun itinéraire n'est imposé par le Maître d'oeuvre pour l'approvisionnement du chantier.d'accéder aux aires de stockage, de préfabrication et de stationnement.</p> <p><u>CIRCULATION INTERNE</u></p> <p>La vitesse maximale de circulation sera modulée en fonction de la visibilité et des risques spécifiques. En tout état de cause, elle devra être respectée et il conviendra de ralentir en cas de visibilité insuffisante. Dans ce cas, les feux de croisement seront utilisés. Il est rappelé que les engins de terrassement et de compactage doivent être munis d'un signal sonore de recul en état de fonctionnement.</p> <p><u>TRAVAUX SOUS CIRCULATION</u></p> <p>En vue du maintien de la circulation et sauf impossibilité absolue, les traversées de voie seront exécutées par demies largeurs. Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour protéger les tranchées et éviter les accidents aux personnes ou aux véhicules.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
95	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p><b>Gestion de cantonnement - Base vie</b></p> <p>La base vie ( ou module autonome base de vie ) sera gérée par chaque lot pendant toute la durée des travaux du présent marché. <b>Les entreprises YC sous traitantes pourront se regrouper de manière à mettre en commun leurs installations ...</b></p> <p>Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe.</p> <p>Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
101	<p><b>Installations communes de vie collective</b></p> <p><b>S'agissant d'unmarché à lot unique , les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes yc sous traitantes pour toute la durée du chantier .</b></p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
112	<p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier


114	<u>Réfectoire</u> <b>Dès lors que des salariés d'entreprises prendront leurs repas sur le chantier prévoir la mise en place d'un réfectoire dimensionné pour l'effectif du chantier .</b>  Il devra être équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur. <b>Installations communes d'hygiène</b>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
40	<u>Sanitaires</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).  <u>Sanitaires communaux</u>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
				
174	<b>En contrebas du chemin de MANSIN et a proximité de la zone des travaux, existence d'un bâtiment communal utilisé par une association dont le bâtiment comprend une zone sanitaire en service accessible depuis la façade extérieure comprenant un Wc et Lavabo</b>  <b>En phase de préparation du chantier , le titulaire entamera les démarches auprès de la Commune d'Anglefort en vue d'une utilisation partagée de cet espace dont l'entretien devra être pris en charge en partie par le chantier ( Consommables et nettoyyages )</b>	COMMUNE D ANGLEFORT TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
70	<b>Bureaux et containers de stockage pour les entreprises</b> Chaque entreprise installera et entretiendra ses propres bureaux et containers matériels conformément aux emplacements prévus au plan d'installation de chantier et aux besoins qu'il aura préalablement précisés en phase de préparation de chantier.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier




130	<b>Cantonnement mobile (chantier linéaire, T.P., VRD...)</b> <b>Dès lors que des installations fixes (article R.4534-139 du Code du travail) ne pourront être installées compte tenu de la nature du chantier en fonction de leurs localisations, il sera mis en place des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet pour permettre aux travailleurs de disposer de cabinets d'aisances, de vestiaires et si possible de douches (article R.4534-140 du Code du Travail).</b>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
160	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> <b>Nettoyage des zones d'intervention</b> Le chantier sera tenu en parfait état de propreté pendant l'exécution des travaux. Chaque corps d'état procèdera au nettoyage de ses ouvrages pendant et après exécution et ce, à chaque intervention sur le chantier, autant de fois que le nécessitera la coordination de l'ensemble des travaux. Aucun stockage de débris ne sera toléré sur l'emprise du chantier.  Ceux-ci devront être évacués au fur et à mesure aux centres de traitement des déchets agréés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
120	<b>Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier</b> Entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs.  L'entreprise désignée par le Maître d'œuvre assurera les entretiens et exécutera les nettoyages dès demande de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du Coordinateur SPS, aux frais de(s) entreprise(s) défaillante(s).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
31	<b>Nettoyage de la voirie extérieure au chantier</b> Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable.  En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.	Tous interv.	Toutes entrep.	Durée chantier
122	<b>MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP</b> L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
69	<b>Manutention Levage Approvisionnement</b> <u>Appareils de levage</u> L'utilisation d'engins de levage, de chantier, d'élévation de personnel, d'échafaudages ne pourra se faire qu'après : - un examen d'adéquation du matériel envisagé, - la vérification de la nature, la consistance et la portance des supports, - le contrôle des abords (fouilles, cavités, ruissellement d'eaux, réseaux enterrés ou aériens ...). Avant toute mise en service de l'installation l'entrepreneur devra fournir un certificat de conformité d'un organisme agréé. Le mode opératoire sera joint au PPSPS de l'entreprise utilisant l'appareil.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

77	<u>Appareils de manutention</u> L'entreprise doit prévoir des moyens mécaniques de transport et de manutention adaptés selon la phase et le type du chantier.  <b>Le choix du moyen de levage devra se faire par l'entreprise au regard de l'examen d'adéquation qu'il aura préalablement réalisé qui tiendra compte des masses , volumes à soulever et des contraintes environnementales constatées sur place avant l'intervention de levage</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
111	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...). <b>Rapport de sol</b>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avant interv.
124	Il n'y a pas de rapport de sol pour l'opération ou connu du CSPS à la rédaction du PGCSPS	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
136	<b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b> Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a> . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
168	<b>CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES</b> La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Classe A : ≤ 0.40m</b> pour réseau rigide ou <b>≤ 0.50m</b> pour réseau flexible</li> <li>• <b>Classe B : ≤ 1.50m</b></li> <li>• <b>Classe C : &gt; 1.50m</b></li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

62	<b>D.T.</b> Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service <b>www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr</b> .  Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avant interv.
163	<b>D.I.C.T.</b> Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <b>www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr</b> , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avant interv.
118	 <b>Marquage - piquetage</b> <b>Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux.</b>  <b>Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage – piquetage de l'ensemble des réseaux.</b>  <b>Ce marquage devra être entretenu afin de rester visible et exploitable pendant la durée des travaux.</b>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Maître d'oeuvre TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avant interv.
6	<b>DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION</b> Les 4 domaines de tension sont : Pour l'alternatif : - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts Pour le continu : - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
83	<b>DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE</b> Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension: <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>DLI</b> : distance limite d'investigation (établie à 50 m)</li> <li>• <b>DLVS</b> : distance limite de voisinage simple (3 m &lt; à 50 000 volts - 5 m &gt; 50 000 Volts)</li> <li>• <b>DLVR</b>: distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension)</li> <li>• <b>DMA</b> : distance minimale d'approche ( en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir)</li> <li>• <b>DLAP</b> : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation)</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

123	<b>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</b> <b>Zone 0 (DLI)</b> : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque. <b>Zone 1 (DLVS)</b> : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone <b>Zone 2 (DLVR)</b> : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT <b>Zone 3 (DMA)</b> : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension <b>Zone 4 (DMA)</b> : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
97	<b>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES</b> Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux. <b>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>3 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li><b>5 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li><b>1,50 m</b> pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.</li> </ul> <b>Demande de mise hors tension</b> <b>Pour tous réseaux de CFO en place et en service sur le site présentant des risques de contacts directs ou des dangers de dégradations</b> Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : <b>durée à préciser en fonction du planning prévisionnel</b> et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116). <b>Mise hors tension acceptée par l'exploitant</b> Lorsque la mise hors tension est acceptée par l'exploitant du réseau, les travaux seront réalisés sous couvert d'une attestation de mise hors tension délivrée par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles <b>R.4534-111 à R. 4534-116</b> du Code du Travail ou par l'entreprise titulaire dès lors qu'elle aura obtenu l'accord de l'exploitant <b>Mise hors tension</b> Sera obligatoirement effectuée par l'exploitant du réseau ou par le titulaire dès lors qu'il en aura obtenu l'autorisation auprès de l'exploitant	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
147	 <b>Pour tous réseaux de CFO en place et en service sur le site présentant des risques de contacts directs ou des dangers de dégradations</b> Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : <b>durée à préciser en fonction du planning prévisionnel</b> et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116). <b>Mise hors tension acceptée par l'exploitant</b> Lorsque la mise hors tension est acceptée par l'exploitant du réseau, les travaux seront réalisés sous couvert d'une attestation de mise hors tension délivrée par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles <b>R.4534-111 à R. 4534-116</b> du Code du Travail ou par l'entreprise titulaire dès lors qu'elle aura obtenu l'accord de l'exploitant <b>Mise hors tension</b> Sera obligatoirement effectuée par l'exploitant du réseau ou par le titulaire dès lors qu'il en aura obtenu l'autorisation auprès de l'exploitant	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
155	 <b>Mise hors tension acceptée par l'exploitant</b> Lorsque la mise hors tension est acceptée par l'exploitant du réseau, les travaux seront réalisés sous couvert d'une attestation de mise hors tension délivrée par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles <b>R.4534-111 à R. 4534-116</b> du Code du Travail ou par l'entreprise titulaire dès lors qu'elle aura obtenu l'accord de l'exploitant <b>Mise hors tension</b> Sera obligatoirement effectuée par l'exploitant du réseau ou par le titulaire dès lors qu'il en aura obtenu l'autorisation auprès de l'exploitant	exploitant des reseaux TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avant interv.
35	 <b>Mise hors tension</b> Sera obligatoirement effectuée par l'exploitant du réseau ou par le titulaire dès lors qu'il en aura obtenu l'autorisation auprès de l'exploitant	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Maître d'oeuvre TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avant interv.

66	<u>Attestation de mise hors tension</u> Une attestation écrite de mise hors tension du réseau électrique est obligatoirement signée et remise par l'exploitant au responsable de l'entreprise réalisant les travaux.	exploitant des réseaux TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Maître d'oeuvre TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avant interv.
105	<b>Mise hors tension refusée par l'exploitant</b> <b>Si l'exploitant, qui, pour une raison jugée impérieuse, refuse la mise hors tension de la ligne, de la canalisation ou de l'installation électrique au voisinage de laquelle les travaux sont prévus, fera connaître sa décision par écrit.</b> <b>Il sera alors impératif de mettre en place des mesures de prévention compensatrices en concertation et en accord avec l'exploitant, en application des articles R.4534-118 à R.4534-125 du code du travail : respect des distances de sécurité, choix des itinéraires de circulation, mise en place de gabarit, signalisation, repérage et balisage des canalisations électriques enterrées, présence d'un surveillant de travaux compétent, consignes écrites de l'employeur, et toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.</b>	exploitant des réseaux TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
42	<u>Distances minimales de sécurité</u> Respecter les distances minimales de sécurité imposées par la réglementation.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
67	<u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u> Repérer l'emplacement du réseau et réaliser un balisage sur le terrain par banderole, peinture, fanions, pancartes ou tout autre moyen efficace.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
173	<u>Isolement des conducteurs par recouvrement : pose d'obstacles fixés</u> <b>Dès que nécessaire , prévoir de le convenir en concertation avec l'exploitant du réseau.</b> <b>Dans le cas où cette solution serait retenue, elle sera réalisée par l'exploitant du réseau, seul habilité à effectuer cette opération.</b>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
59	<u>Présence d'un surveillant de travaux</u> Dès que nécessaire , prévoir la présence d'un surveillant de travaux pour alerter les travailleurs s'ils franchissent la limite de la zone de travail définie pour les lignes et installations électriques.	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
109	<u>Consignes écrites de l'employeur</u> Chaque entreprise concernée rédigera obligatoirement une consigne écrite indiquant les mesures de prévention à mettre en place avant, pendant et après les travaux et la portera à la connaissance des intervenants en charge de l'exécution des travaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<b>RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES</b>				
25	<b>Réseaux enterrés de télécommunication : téléphone, fibre optique, informatique</b> <u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u> Repérer l'emplacement du réseau et réaliser un balisage sur le terrain par banderole, peinture, fanions, pancartes ou tout autre moyen efficace.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
102	<u>Choix des itinéraires de circulation des véhicules et engins</u> Dès que nécessaire , prévoir de mettre en place des itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins, fléchés et balisés, évitant les réseaux.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.

13	<p><u>Circulation : charge admissible sur le réseau</u></p> <p>Dès que nécessaire , prévoir un renforcement de la couverture des canalisations afin de permettre aux engins et véhicules de circuler sans endommager les canalisations.</p> <p><b>Eaux et gaz: réseaux enterrés</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
162	<p><u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u></p> <p>Prévoir de repérer l'emplacement du ou des réseaux et réaliser un balisage sur le terrain par banderole, peinture, fanions, pancartes ou tout autre moyen efficace.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
76	<p><u>Choix des itinéraires de circulation des véhicules et engins</u></p> <p>Prévoir dès que nécessaire de mettre en place des itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins, fléchés et balisés, évitant les réseaux.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
107	<p><u>Circulation : charge admissible sur le réseau</u></p> <p>Prévoir dès que nécessaire un renforcement de la couverture des canalisations afin de permettre aux engins et véhicules de circuler sans endommager les canalisations.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
125	<p><b>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</b></p> <p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
98	<p><b>Circulation routière</b></p> <p><u>Signalisation du personnel</u></p> <p>Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un boudier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
135	<p><u>Signalisation du matériel</u></p> <p>Les parties latérales ou saillantes des véhicules empiétant sur la chaussée seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
43	<p><u>Signalisation des engins</u></p> <p>Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
103	<p><u>Information</u></p> <p>Informar le personnel des dangers présentés par la circulation aux abords du chantier.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
34	<p><u>Signalisation du chantier</u></p> <p>Mettre en place une signalisation du chantier conforme aux dispositions du code de la route et des instructions interministérielles sur la signalisation routière et approuvée par le gestionnaire de la voirie.</p> <p><b>Cette signalisation sera mise en place pour l'ensemble du chantier et pour les sous traitants</b></p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

82	<p><u>Maintenance de la signalisation</u></p> <p><b>Désigner nominativement un responsable de la maintenance de la signalisation routière.</b></p> <p>Cet agent assurera de façon permanente, (pendant et en dehors des heures de travail), l'entretien de la signalisation et son évolution en fonction du déroulement des travaux. Communiquer les coordonnées personnelles de cet agent, aux gendarmeries, commissariats de police et services de voirie concernés par les travaux afin que son intervention puisse être requise à tout moment. En cas d'absence ou d'empêchement de cet agent, désigner un remplaçant dans les mêmes conditions.</p> <p><u>Protections vis à vis de la circulation routière</u></p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
80	<p><b>Des dispositifs de protection devront être mis en place pour protéger les travailleurs du chantier des risques liés à la circulation routière.</b></p> <p><b>En fonction des risques et des travaux envisagés, il pourra être mis en place des systèmes de protection : des clotures/ barrières , des GBA béton ou PVC lestées , des déviations totales ou partielles, des alternats, une limitation de vitesse sur la zone concernée devront être réclamés par le titulaire du lot auprès des services concernés...</b></p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
141	<p><b>Circulation piétonne</b></p> <p><b>Des riverains et des usagers seront amenés à se déplacer à pied ou en deux roues aux abords du chantier : prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité. Ces dispositifs seront adaptés aux différentes zones de travaux : par exemple :</b></p> <p>Mise en place de déviation de la circulation piétonne, comprenant la réalisation d'un passage protégé provisoire et la pose de la signalisation verticale et horizontale correspondante. Ces dispositions seront prises selon les modalités du concessionnaire de la voie.</p> <p>Passage le long des travaux avec sécurisation par mise en place de dispositifs de protection contre les chutes dans les fouilles et tranchées le long des cheminements empruntés par les piétons , mise en place de passerelle de franchissement sécurisées , signalisation verticale de chantier adaptée pour la gestion des flux piétons tiers en sécurité ...( piétons passez en face ,etc..)</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier

## 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
51	<p><b>AMIANTE</b></p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS.</b></li> <li>• choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (Travaux sous section 3) ;</li> <li>• choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous section 3) ;</li> <li>• récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ;</li> </ul> <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et <b>la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux</b> ;</li> <li>• notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ;</li> <li>• tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ;</li> <li>• interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.</li> </ul> <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ;</li> <li>• élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4)</li> <li>• former ses salariés ;</li> <li>• évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ;</li> <li>• respecter les règles techniques liées à ses travaux ;</li> <li>• conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art.</li> <li>• informer le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier.</li> </ul>	Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avant interv.

30



**Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires**

**Incertitude quant à la présence d'amiante :**

**Les repérages des matériaux contenant de l'amiante n'ont pas été menés par le MOA.**

Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale, ou repérage avant travaux, lié aux travaux envisagés au titre de la présente opération).

**Dans l'attente des investigations complémentaires et de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés**, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité même partielle, découpe, percement, sciage, carottage, battage, enlèvement d'enrobé de chaussée, etc... .

Maître d'ouvrage

Maître d'œuvre  
Toutes entrep.


Avant interv.

11	<p><b>AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LES ENROBES</b></p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque les enrobés renferment des matériaux contenant de l'amiante (MCA) et/ou des HAP :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• effectuer un diagnostic historique de la chaussée (utilisation du guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux) et en cas de doute effectuer des prélèvements par carottages et analyses HAP éventuelles.</li> <li>• communiquer tous les documents relatifs aux prélèvements effectués et analyses HAP au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS.</li> <li>• choisir des entreprises certifiées pour les différents types de travaux à effectuer (travaux sous section 3).</li> <li>• récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA).</li> </ul> <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier la bonne transmission des documents « amiante et/ou HAP » aux entreprises, et la cohérence des prélèvements et analyses réalisés par rapport aux travaux.</li> <li>• notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux sous section 3).</li> <li>• tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (travaux sous section 4).</li> <li>• interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.</li> </ul> <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de l'exhaustivité des prélèvements et analyses HAP avant travaux et de leur cohérence par rapport aux travaux.</li> <li>• élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de retrait (travaux sous section 3), ou des modes opératoires (interventions sous section 4).</li> <li>• former ses salariés.</li> <li>• évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations.</li> <li>• respecter les règles techniques liées à ses travaux.</li> <li>• conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art.</li> </ul>	Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
----	---	------------------	---	--


### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
167	<p><b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b></p> <p><b>Plan de circulation</b></p> <p><b>Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux en ayant produit les demandes d'emprises sur domaine public pour la prise en compte des contraintes de site et avoisinants.</b></p> <p>Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation.</p> <p><u>Prévoir notamment</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le sens de circulation</li> <li>les zones de manoeuvre des véhicules et engins</li> <li>les zones de stockage</li> <li>les circulations des piétons et des véhicules</li> <li>l'organisation des manoeuvres</li> <li>les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier.</li> </ul> <p>Ce plan de circulation sera <b>soumis, pour avis</b> au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Maître d'oeuvre TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier

170 	<p><b>Fléchage, signalisation</b></p> <p><b>L'entrepreneur est tenu de mettre en place la signalisation de chantier réglementaire pendant la durée des travaux. De nuit, des dispositifs lumineux devront assurer la sécurité du chantier et la circulation des usagers. L'entrepreneur devra à ce titre mettre en place une signalisation des déviations provisoires éventuelles. Cette signalisation pourra comprendre un système de circulation alternée avec des feux tricolores. Les autorisations nécessaires au chantier seront demandées auprès des autorités compétentes par l'entrepreneur en temps utile.</b></p> <p><b>Exemples de dispositifs à mettre en œuvre pour gérer le flux de circulation sur chantier – travaux sur route :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.</li> <li>- Mettre en place des dispositifs de séparation des voies de circulation conformément au plan de circulation.</li> <li>- Mettre en place les dispositifs de séparation des voies de circulation définitifs.</li> <li>- Mettre en place et lester des séparateurs plastiques.</li> <li>- Mettre en place des barrières de séparation entre les voies de circulation en donnant la priorité à la voie la plus circulée.</li> <li>- Mettre en place des dispositifs de ralentissement de la circulation et de balisage aux abords des zones de travail et des ouvrages.</li> <li>- Mettre en place des dispositifs de ralentissement de la circulation du chantier aux abords de la voie publique.</li> <li>- faire valider le plan de balisage par le concessionnaire de la voie.</li> </ul> <p><b>Eviter les situations de risques créées par les véhicules et engins appelés à circuler, travailler ou procéder à des manœuvres en certains points particuliers du chantier (travaux sur voiries - travaux dans ou à proximité des équipements existants) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Constitution et maintenance des accès (après la réalisation de fouilles ou tranchées notamment).</li> <li>- Signalisation interne au chantier (fléchage, panneaux, etc.).</li> <li>- Guidage des camions à proximité immédiate des fouilles lors de l'enlèvement des déblais ou de l'approche des matériels ou matériaux de remblai.</li> <li>- Assurer la stabilité pour le stockage vertical des blindages préfabriqués de tranchées.</li> </ul>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
110	<p><b>Interférences</b></p> <p><u>Avec les piétons</u></p> <p>Prévoir des voies de circulation séparées pour les piétons.</p> <p>Installer des une possible une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules.</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
127	<p><u>Engin / engins ou véhicules</u></p> <p>Donner la priorité à la voie la plus circulée.</p> <p>Mettre en place des dispositif de ralentissement de la circulation du chantier aux abords de la voie publique</p>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier

132	<u>Engin / équipement de travail</u> Mettre en place des dispositifs de ralentissement de la circulation et de balisage aux abords des zones de travail et des ouvrages	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
106	<b>Voie en dénivellation</b> <b>Prévoir de réaliser les rampes d'accès en tenant compte des capacités de franchissement des engins ou des véhicules devant les emprunter et de façon qu'elles présentent une structure et un état de surface compatibles avec l'usage auquel elles sont destinées (qualité du compactage, revêtement...):</b>  Limiter la pente des rampes d'accès à 15% maximum. Limiter les pentes en long des pistes de roulage à 10%. Installer dispositifs de séparation de résistance suffisante et, capable de stopper un véhicule ou un engin circulant en bordure de talus par exemple (enrochements, merlons, .....) Toutes les rampes d'accès supérieure à 10% seront signalées par un panneau et feu à éclat à l'entrée de la zone dangereuse. Effectuer une vérification journalière de l'état de surface des rampes d'accès supérieures à 10 %. <b>Dénivelés de sols, trémies, regards, caniveaux...</b>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
16	Avant de faire circuler un équipement de travail sur un plancher ou dallage, vérifier la compatibilité entre la charge maximum admissible sur ce plancher ou dallage et le poids de l'équipement de travail. Lorsqu'un équipement de travail est amené à évoluer en bordure de trémie non fermée, celle-ci sera munie en périphérie, d'un dispositif positionné et fixé en retrait par rapport au bord de la trémie, capable de stopper les roues de l'équipement avant qu'il ne soit déséquilibré ou qu'il ne chute dans la trémie. Mettre en place les tampons, des obturateurs, ou des toles de résistance suffisante, fixés, sur les réservations, les regards, les caniveaux, les tranchées.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
52	<b>Stationnement et garage des engins</b> Garer et remiser les engins sur le parc prévu à cet effet en respectant les règles applicables en la matière.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
85	<b>Dégradation du terrain par engin de chantier</b> En cas d'utilisation d'engins susceptibles de causer des dégradations aux voiries et/ou plateformes provisoires, prévoir les moyens propres à la préservation ou à la restitution des sols dans leur état initial. Toute entreprise qui utilisera des engins lourds, tel que grue automotrice, Manitou, etc., sur des zones où se trouvent des canalisations, des câbles, des ouvrages enterrés, sur des dallages ou des planchers d'ouvrages communiquera, pour accord préalable au Maître d'oeuvre, les caractéristiques et les poids des engins avant intervention.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
151	<b>Sortie des véhicules du chantier</b> Avant de quitter le chantier, les engins et véhicules devront être nettoyés afin de ne pas souiller les chaussées extérieures au chantier.  En cas de salissure de la voie publique provenant des engins et véhicules de chantier, le nettoyage sera demandé à une entreprise spécialisée et mis à la charge de l'entreprise défaillante.	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier

145	 <p><b>Protection mécanique d'ouvrage</b></p> <p>Prévoir dès que nécessaire de protéger mécaniquement contre les heurts de véhicules ou engins de chantier, les ouvrages ou parties d'ouvrage, tel que : pieds de rack, angle de bâtiment, façade de bâtiment, mâts d'éclairage public, canalisations enterrées etc...</p> <p><b>Des que nécessaire, prévoir la mise en place des MESURES CONSERVATOIRES des ouvrages existants à proximité des zones de travaux en cas d'instabilité lors des travaux de terrassement par exemple</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
156	<p><b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b></p> <p>Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
159	<p><b>Fouilles - Tranchées</b></p> <p>Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m.</p> <p>Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
81	<p><b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b></p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier


### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIEL ET MATÉRIELS - MESURES DESTINÉES À LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
133	<b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b> Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
143	<b>Nature et tenue du sol</b> Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente, ...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
64	<b>Proximité de terrassement en excavation</b> Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée. Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définies dans les notices	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
41	<b>CACES / Autorisation de conduite</b> Les pilotes d'engins d'élévation de personnel ou d'engins de chantier devront disposer SUR SITE d'une autorisation de conduite récente. <b>Rappel du code du travail :</b> C'est un document écrit par un responsable de l'entreprise identifié autorisant un salarié nommément désigné à conduire un type d'engin précis sur un chantier donné. Ce document ne peut être rédigé qu'après s'être assuré que le salarié dispose de 3 compétences : - aptitude à la conduite (CACES ...) - aptitude médicale - connaissance du chantier Dispositions applicables aux engins d'élévation de personnel, de chantier et de levage.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
22	<b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b> Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

99	<b>Déchargement</b> Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier pendant sa présence sur le site, puis par des moyens mécaniques adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier, en fonction d'une étude d'adéquation qui sera jointe au PPSPS (chariot élévateur, grue mobile, grue auxiliaire).	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
55	<b>Conditionnement des matériaux et matériels</b> <b>Faire conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
61	<b>APPROVISIONNEMENTS</b> Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>• Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>• Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
161	<b>Livraisons - Approvisionnements</b> Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant.  Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
119	<b>Alimentation en carburant et entretien des engins et véhicules de chantier</b> L'alimentation des engins et véhicules de chantier ainsi que les opérations d'entretien, ne pourront avoir lieu sur le chantier que s'ils sont exécutés sur une aire étanche munie d'un canal d'écoulement et d'un puisard de réception des eaux polluées, de capacité suffisante. Les dispositifs de lutte contre l'incendie et de pollution sont à prévoir à proximité immédiate de cette aire.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

164 	<b>STOCKAGES</b>  <b>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages</b> Aménager les zones de stockage à l'intérieur des zones chantier.  Le mode de stockage sur chantier sera fonction du volume et sera défini dans le P.P.S.P.S. de chaque entreprise. Mettre en place un balisage délimitant chaque zone de stockage. Délimiter chaque zone de stockage en fonction de la nature des produits. Assurer le calage efficace des éléments.  Canalisations de grand diamètre : Prendre soin de caler au sol chaque canalisation et des deux cotés à l'aide de cales. Stocker les canalisations sur un sol plan. Ne pas stocker à proximité des tranchées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
48	<b>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques</b> Aménager les zones de stockage de produits chimiques conformément aux dispositions réglementaires et consignes du fournisseur (rétention de capacité suffisante, moyens de lutte contre l'incendie,...). Balisser chaque zone de stockage. Signaler les stockages de produits dangereux par des affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatifs à la manipulation de ces produits (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...).	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
78	<b>Incompatibilité entre produits</b> <b>Prévoir chaque fois de stocker les produits chimiques en respectant les règles d'incompatibilité.</b>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
57	<b>Stockage des éléments préfabriqués</b> Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ÉLIMINATION ou d'ÉVACUATION DES DÉCHETS ET DÉCOMBRES


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
27	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DÉCHETS NON DANGEREUX</b> Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

126	<b>Déchets industriels banals (DIB)</b> Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- papiers, cartons (propres et pliés),</li> <li>- bois,</li> <li>- polystyrènes, plastiques,</li> <li>- métaux</li> </ul>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
18	<b>Déchets inertes (DI)</b> Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- béton et matériaux connexes,</li> <li>- matériaux de construction</li> </ul>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
91	<b>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</b> Aucun stockage de débris ne sera toléré sur l'emprise du chantier. Ceux-ci devront être évacués au fur et à mesure aux centres de traitement des déchets agréés. Durant les opérations de changement et déchargement de benne, interdire l'accès à la zone de manœuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
29	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</b> Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
172	<b>Produits chimiques</b> Chaque entreprise reste responsable des produits chimiques issus de ses propres travaux. Mentionner dans le PPSPS les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Évacuer les produits chimiques au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Veiller au respect des règles de stockage mentionnées dans les fiches de données de sécurité, ainsi qu'au respect des règles d'incompatibilité entre produits.  Les entreprises utilisant du carburant (engins, stockage, transport de cuves de carburant ...) ou des produits dangereux liquides auront à proximité de leurs interventions des kits absorbants.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
74	<u>Produits chimiques</u> Stocker et évacuer les déchets de produits chimiques ou inflammables conformément aux fiches de données de sécurité.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

129 	<p><b>Mesures contre la pollution par hydrocarbures de nappes phréatiques, rivières, réseaux d'assainissement :</b></p> <p><b>- Aucun stockage ou déversement d'hydrocarbures ou de produit polluant de toute nature ne devra être opéré par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier sans précaution particulière (prendre en compte dans l'organisation des travaux les risques de crues ou d'orages .)</b></p> <p>- Une surveillance constante du chantier devra être faite par l'entrepreneur pour éviter que des véhicules, utilisateurs d'outillages ou matériaux spécifiques procèdent à la décharge ou à la vidange de produits polluants ou d'hydrocarbures.</p> <p>- Tout incident intéressant la protection de la nappe phréatique, de rivières, du réseau d'assainissement sera immédiatement porté à la connaissance du Maître d'œuvre qui prendra éventuellement contact avec les services concernés (DDAF, etc.).</p> <p>- Dans le cas où le besoin s'en ferait sentir, en particulier à la suite d'une contamination, des analyses de l'eau seront effectuées en cours de chantier aux frais des entreprises.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
--	---	----------------	----------------	----------------

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	<p><b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b></p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier


24	<b>Maintenance des protections collectives</b> Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
79	<b>Enlèvement temporaire d'une protection collective</b> Mise en place de protections provisoires. Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
88	<b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b> <b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, une défec-tuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront-ê-tre commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier
134	 <b>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</b> <b>Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme accrédité :</b>  - avant sa mise en service ; - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ; - avant l'arrivée des corps d'état secondaires - périodiquement, au moins une fois par an, si la durée du chantier est supérieure à un an. Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu.  <b>Une attention particulière devra être portée par les Entreprises lors de la mise en place de GROUPE ELECTROGENE sur le chantier :</b>  - ceux ci deront être conformes , en parfait état et contrôlés si nécessaire - ils devront être équipés de mise à la terre dès que nécessaire en fonction de leur fiche technique d'utilisation , protégés contre le risque d'électrocution , électrification . - leurs utilisations sur le chantier intégrera les risques liés à la production de gaz d'échappement toxiques à maîtriser en sécurité sur le chantier ( positionnement pertinent en tenant compte des vents dominants par exemple , effet cuvette a annuler , ventilation , distances de sécurité..)	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier

### 3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
65	<b>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</b> Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de mise à disposition</li> <li>les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...</li> </ul>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Entrep. concernée TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Durée chantier

### 3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
86	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b> La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

131	 <p><b>Projection de matières</b>  <b>Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection.</b>  <b>A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.</b>  <b>Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.</b>  <b>Essais de mise en pression de réseaux, essais mécaniques, essais en charge</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
39	<p>Planifier les essais de manière à éviter les co-activité  Etablir les procédures et analyse de risque lors des essais  Procéder aux consignations.  Interdire l'accès aux zones à risque.</p> <p><b>Travaux par point chaud</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
45	<p>Tout poste de travail par points chauds doit disposé des moyens d'extinctions. Ce poste sera arrêté 1 heure avant le départ effectif du poste de travail pour quelque motif que ce soit (fin de poste, achalandage, changement de zone de travail ...). Une ronde de surveillance sera effectuée au moment du départ effectif .</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
71	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b>  La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés.  Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p> <p><b>Remise du planning initial</b></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
144	<p>Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi.</p> <p><b>Mises à jour du planning</b></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avant interv.
157	<p>Transmettre les mises à jour du planning (au démarrage des travaux) au coordonnateur au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de coactivité et des mesures complémentaires éventuelle de prévention.</p> <p><b>Interventions simultanées</b></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
149	<p>Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants.</p> <p><u>Travaux superposés</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
23	<p>Interdire les travaux superposés.  Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.</p> <p><b>Interventions successives</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
47	<p>Mettre en place les mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques pour les intervenants à venir</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

152	<b>PORT DES E.P.I.</b> Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...). <b>Port des EPI lors de travaux particuliers</b> Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques définis votre PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
100	<b>Travaux routiers - Terrassements</b> <b>Port obligatoire:</b> - du casque de chantier - des chaussures de sécurité - du casque antibruit (bouchons d'oreilles) à proximité des engins de chantier - d'une chasuble réfléchissante (orange ou jaune)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
28	<b>Port obligatoire:</b> - du casque de chantier - des chaussures de sécurité - du casque antibruit (bouchons d'oreilles) à proximité des engins de chantier - d'une chasuble réfléchissante (orange ou jaune)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
142	<b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</b> <b>Découverte d'amiante en cours de travaux</b> <b>En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise avertira immédiatement la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires.</b> Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier
46	<b>RISQUES LIES AUX ACCES A DES PARTIES D'OUVRAGE INACHEVEES</b> Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, <b>en raison de son caractère inachevé</b> , et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée. <b>Son accès sera interdit</b> par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc.... L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'oeuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier

148	<p><b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b></p> <p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de terre rapportée sur la zone de ses travaux</li> <li>• de réseaux ou canalisations enterrés</li> <li>• des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux</li> </ul> <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
37	<p><b>Blindage</b></p> <p>Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30 de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</p> <p><b>Précautions lors de l'exécution de tranchées :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La stabilité des parois non soutenues restant toujours très aléatoire, même dans un terrain consistant, il est nécessaire que des travaux de blindage ou talutage suivent la pelle mécanique.</li> <li>- Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30 de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</li> <li>- Si les déblais sont laissés sur place pour permettre le remblaiement ultérieur de la tranchée, il y a lieu de les déposer aussi loin que possible de celle-ci afin de ne pas surcharger le sol. De même, interdire toute circulation de véhicules aux abords immédiats de la tranchée tant que celle-ci n'est pas blindée.</li> <li>- Il est nécessaire d'éloigner ou de détourner les eaux de ruissellement et de ménager des bernés de chaque côté de la tranchée. En cas d'infiltration (nappe phréatique, canalisation défectueuse, etc.) du fond de la tranchée prévoir un dispositif de pompage proportionné au volume d'eau rencontré. Faire procéder par une personne compétente, après une période de gel ou de forte pluie, à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. Consolider le blindage le cas échéant.</li> <li>- Privilégier le remblaiement à l'avancement des travaux de fouille. Sinon, mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation.</li> <li>- Approvisionner des moyens de signalisation de jour comme de nuit aux abords des fouilles et excavations, et mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules ou piétons.</li> </ul>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier

115	<b>Moyens de franchissement : piétons - Véhicules</b> Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur. Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.  Dans la mesure du possible, les tranchées seront réfermées à l'avancement de la réalisation des travaux.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
117	<b>Moyens de signalisation de jour et de nuit</b> Mettre en place des moyens de signalisation de jour comme de nuit aux abords des fouilles et excavations.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
44	<b>Examen des parois des fouilles après une période de gel ou de fortes pluies</b> Faire procéder par une personne compétente, après une période de gel ou de forte pluie, à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. Consolider le blindage le cas échéant.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
108	<b>RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX</b> Avant tout travaux l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux .....), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser. Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en fonction de leur précision et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
56	<b>Formation habilitation</b> Au <b>1er janvier 2018</b> , les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
154	<b>Situation d'arrêt de travaux</b> Dans le cas de découverte de réseaux non répertoriés, l'entreprise devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger, ainsi que tous travaux dans cette zone.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
128	<b>Endommagement ou suspicion d'endommagement d'un réseau</b> En cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement, l'entreprise contactera l'exploitant du réseau concerné, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS. Elle appliquera la règle des 4A : <b>ARRÊTER - ALERTER - AMÉNAGER - ACCUEILLIR</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

68	<b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b> L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empiement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
8	<b>Armatures en attente</b> Toutes dispositions de prévention des risques relatives aux armatures en attente devront être entreprises au stade de l'établissement des plans d'exécution BA ou des réseaux techniques. Ces dispositions devront être mentionnées sur les plans d'exécution ainsi que dans le PPSPS de l'entreprise. Les solutions mises en œuvre devront être choisies par l'entreprise et/ou son bureau d'études, en fonction des types, de la nature, du diamètre des armatures et/ou des tubes, dans le respect des règles de construction. - Les gouttières en PVC de sécurité (files d'acier droit) devront être préférées aux embouts de protection. L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
166	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b> Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
63	<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b> Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>• en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>• en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>• en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>• en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>	TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO	Maître d'oeuvre TERRASSEMEI VRD SIGNALISATIO Toutes entrep.	Durée chantier
19	<b>Dispositifs de protection contre les chutes d'objets</b> Mettre en place un balisage pour interdire l'accès à la zone à risques de chute d'objet.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

139	<b>Travaux incompatibles</b> Prendre des mesures de planification de manière à éviter la co-activité liées à ces travaux incompatibles. Réserver des zones de travaux de manière à isoler les postes de travail générateurs de risques de co- activité. Signaler les zones dangereuses et interdire leur accès par des dispositifs matériels.	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
21	<b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b> <b>Nuisances dues au bruit :</b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. <b>Nuisances dues aux poussières :</b> Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <b>En cas d'impossibilité :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>aspirer les poussières à la source.</li> </ul>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
17	<b>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE</b> Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <b><u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u></b> des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
73	<b>UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX</b> Lors de la mise en oeuvre d'un produit dangereux sur le chantier, se conformer scrupuleusement aux mesures de prévention indiquées dans la fiche de données de sécurité, notamment celles relatives à l'utilisation du produit, à son stockage, ainsi qu'au port des équipements de protection individuels spécifiques. Joindre obligatoirement la fiche de données de sécurité au PPSPS. Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail. Les zones ou locaux dans lesquels un produit dangereux est utilisé doivent être signalés à l'attention des autres intervenants du chantier (balisage, panneaux,...), et convenablement ventilés. Appliquer toutes les mesures en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Remettre à chaque utilisateur du produit la notice d'utilisation, la commenter et l'expliquer.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
116	<b>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</b> Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

## 4. SECOURS ET ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 4.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
60	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b> Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
171	<b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b> N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> <li><b>SAMU : 15</b> ou <b>112</b> et le <b>114</b> (<u>pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX</u>) à partir d'un téléphone fixe ou mobile.</li> <li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
38	<b>Téléphone mobile</b> Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
104	<b>ACCÈS DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'ÉVACUATION - PLAN DE SECOURS</b> Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention.</li> <li>l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent.</li> </ul> Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
20	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b> Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

165	<p><b>Trousse des premiers soins</b></p> <p>Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
153	<p><b>TRAVAILLEURS ISOLES</b></p> <p><b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

### 5.1. MODALITÉS DE COOPÉRATION : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
89	<p><b>MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS</b></p> <p><u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul> <p><b>Sous-traitants</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
146	<p>Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
75	<p><b>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</b></p> <p>Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, <b>sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel</b>. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent <b>en informer le coordonnateur SPS</b>. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur <a href="mailto:prénom.nom@apave.com">prénom.nom@apave.com</a> et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prénom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. <b>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</b></p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
72	<p><b>PPSPS</b></p> <p><b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b></p> <p>Les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers doivent rédiger un PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (article R. 4532-38 1° du code du travail). L'objectif du PPSPS simplifié étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux. L'entrepreneur tenu de réaliser un PPSPS simplifié dispose d'un délai de 30 jours, article R. 4532-56 du code du travail, pour établir son PPSPS simplifié.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

175	<p>Le PPSPS permet de définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Les différents interlocuteurs du chantier avec leurs coordonnées</li> <li>→ Les services publics proches (Médecin / Hôpital / Pharmacie / ...)</li> <li>→ Le nom du (des) secouriste(s) présent(s) sur le chantier</li> <li>→ L'installation des zones de base vie,</li> <li>→ Les accès chantiers / utilisateurs / véhicules,</li> <li>→ Les cheminements pour les approvisionnements,</li> <li>→ Le circuit pour l'évacuation des déchets,</li> <li>→ <b>Les risques liés aux différents travaux à réaliser,</b></li> <li>→ <b>Les moyens mis en œuvre pour neutraliser les risques identifiés.</b></li> <li>→ <b>Les méthodologies d'exécution des travaux à risques.</b></li> </ul> <p>Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, les modes opératoires spécifiques seront formalisés dans des avenants au PPSPS diffusés aux personnes concernées. Le même niveau de définition sera attendu de vos entreprises sous-traitantes.</p> <p>Les P.P.S.P.S. des entreprises devront comportés des tableaux indiquant les risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Analyse des risques générés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés</b></li> <li>- <b>Analyse des risques générés par l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres entreprises</b></li> <li>- <b>Analyse des risques générés par l'activité des autres entreprises</b></li> <li>- <b>Analyse des risques générés par le chantier et l'environnement</b></li> </ul> <p>Envoi du PPSPS par mail avant le démarrage des travaux des entreprises.</p> <p>Le CSPS rappelle que le lot principal et toutes les entreprises concernées par des travaux à risques particuliers doivent transmettre leur PPSPS à la DIRECCTE.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
176	<p><b>Les entreprises n'ayant pas remplis leurs obligations réglementaires concernant les VIC et PPSPS ne pourront pas intervenir sur le chantier.</b></p> <p><b>PPSPS des sous-traitants</b></p>			
121	<p>Prévoir de réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
92	<p><b>INSPECTION COMMUNE</b></p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p> <p><b>Demande d'inspection commune avant démarrage travaux</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
12	<p>Rappel des dispositions réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</li> <li>• En cas de sous-traitance de tout ou partie des travaux, l'entreprise doit obligatoirement participer à l'inspection commune avec chacun de ses sous-traitants.</li> </ul> <p><b>Prendre contact avec le coordonnateur S.P.S. afin de convenir d'un rendez-vous d'inspection commune sur le chantier au moins 15 jours avant intervention.</b></p> <p><b>Les demandes de RDV par les entreprises doivent être faites de vive voix.</b></p> <p><b>Les entreprises n'ayant pas remplis leurs obligations réglementaires concernant les VIC et PPSPS ne pourront pas intervenir sur le chantier.</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 6. ANNEXES

### 6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 6.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	COMMUNE D ANGLEFORT HOTEL DE VILLE 01350 ANGLEFORT France		0450561716 0450562257 mairie.anglefort@gmail.com
Maître d'ouvrage personne physique	COMMUNE D ANGLEFORT HOTEL DE VILLE 01350 ANGLEFORT France	M. THIBOUD Bernard	0450561716 0450562257 mairie.anglefort@gmail.com
Maître d'oeuvre	GSM PLACE DE LA CATHEDRALE BP 66 01302 BELLEY CEDEX France	M. VEYRAT CHARVILLON THIERRY	0479811091 0479812509 t.veyrat@gsm-belley.com
Bureaux d'étude	GSM PLACE DE LA CATHEDRALE BP 66 01302 BELLEY CEDEX France		0479811091 0479812509
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE SUDEUROPE SAS - BOURG 515 CHEMIN DU PETIT PLAN 01250 ST JUST France	M. GENIN FREDERIC	0474472121 0619801480 frederic.genin@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE SUDEUROPE SAS - BOURG 515 CHEMIN DU PETIT PLAN 01250 ST JUST France	M. GENIN FREDERIC	0474472121 0619801480 frederic.genin@apave.com

### 6.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE AUVERGNE - RHÔNE-ALPES Unité Départementale de l'Ain 34 avenue des Belges 01012 BOURG EN BRESSE France		0474459139 0474227254 ara-ud01.uc2@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT RHONE ALPES - DÉPARTEMENT DE L'AIN 3 rue du Docteur Nodet 01000 BOURG EN BRESSE France		0437621970 prevention.ain@carsat-ra.fr
OPPBTP	OPPBTP 69 LYON 45 Avenue Leclerc 69007 LYON France		0478373602 0478376923 rhonealpes@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 6.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 6.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 6.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	TERRASSEMENT VRD SIGNALISATIONS	<i>Non désigné</i>							

## 6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

## 6.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 6.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 6.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

**PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.